

Agriculture & agroalimentaire

Europe centrale et balte

Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie

Une publication du SER de Varsovie

N° 9 – Septembre 2026

LETTRE D'ACTUALITES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRE

Résumé :

En Estonie, le gouvernement a alloué **26,4 M€ supplémentaires** dans le cadre de la PAC afin d'atténuer **la hausse des prix des intrants et de compenser les pertes liées aux aléas climatiques**. Ces aides directes, financées par le budget européen sans surcoût pour l'État, doivent être versées dès décembre 2027 pour soutenir la trésorerie des producteurs.

Par ailleurs, le gouvernement a également mis en place **un plan d'aide de 16,3 M€ pour relancer la filière porcine**, décimée par la peste porcine africaine (62 000 porcs abattus, soit -30 % du cheptel).

En Lettonie, l'état d'urgence agricole a été déclaré à cause des fortes précipitations et de conditions climatiques très défavorables menaçant **les récoltes et les semis d'automne**. Cette décision permet la mise en place d'assouplissements administratifs ou bien encore le report d'obligations financières pour les exploitations touchées. Par ailleurs le pays lance **un nouveau programme d'aide dédié spécifiquement aux jeunes agriculteurs** et en faveur du développement de la transformation.

La Lituanie a également déclaré **un état d'urgence** fin août après une violente tempête qui a eu **un fort impact sur le secteur agricole**. Les autorités envisagent de solliciter la **réserve de crise agricole** européenne soutenir les exploitations touchées.

A noter également pour **l'Estonie et la Lettonie**, l'adoption de mesures spécifiques **pour limiter, voire interdire le transit des produits agricoles en provenance de Russie et de Biélorussie**.

En Pologne, les événements climatiques extrêmes aggravent **la crise pour un secteur agricole** déjà affecté par **la hausse des coûts** (intrants et engrais) et **la baisse des prix** (élevage bovin en particulier).

Face à ces difficultés, le gouvernement déploie plusieurs **dispositifs d'aide d'urgence** : versement anticipé des avances PAC (75 à 85 %, soit 85,1 M€ dès septembre 2026),

aide de **186 M€** pour compenser la hausse des engrais et du carburant. Est également signalée la création d'un groupe parlementaire dédié à la sécurité alimentaire pour sécuriser les approvisionnements en intrants et envisager des réserves stratégiques. Le gouvernement maintient par ailleurs **un embargo sur les produits agricoles ukrainiens**, invoquant la protection du marché local.

En République tchèque, la sécheresse persistante provoque des pertes record, estimées à 1Md € (-17 % pour les céréales, -20 % pour le colza, -58 % pour les pommes...), aggravant une crise structurelle déjà marquée par la **baisse des rendements, la hausse des coûts** et la dégradation des sols. L'élevage fait en outre face à **une pénurie de fourrages** obligeant les éleveurs à décapitaliser. Le pays mobilise **167 M€ pour développer les infrastructures hydriques** et **157 M€ pour compenser la hausse des coûts des intrants et des carburants**. Les filières porcines et laitières, particulièrement affectées par la crise, et en particulier une baisse des prix, jugent les aides largement insuffisantes.

En outre, dans ce contexte, **le gouvernement adopte un plan d'adaptation au changement climatique pour la période 2026 – 2030** (95 mesures) qui vise à restaurer les zones humides et améliorer la résilience des sols.

En Slovaquie, la sécheresse extrême provoque des pertes agricoles majeures : - 39 % pour le maïs, -25 % pour le soja, -53 % pour les betteraves, -16 % pour les céréales... **Les stocks de céréales ont chuté de 60 %** au premier semestre, et la **hausse des prix du fourrage menace d'une décapitalisation du cheptel**. Le gouvernement **mobilise 54,7 M€** (dont 19,7 M€ de fonds nationaux et européens pour compenser la hausse des engrais et de l'énergie et 78 M€ supplémentaires pour les paiements directs 2027). Une **Commission nationale pour la gestion de l'eau et de la sécheresse** est créée, avec **34,8 M€** alloués à la modernisation des systèmes d'irrigation et à la construction de retenues d'eau.

Estonie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- 16,3 M€ pour relancer la filière porcine frappée par la crise
- Visite du Ministre des affaires régionales et de l'Agriculture en Ukraine

SECURITE ALIMENTAIRE / CRISE PMO

- Modification du plan stratégique national de la politique agricole commune (PAC) pour renforcer le soutien aux agriculteurs et atténuer la hausse des coûts
- L'Estonie interdit le transit de céréales russes et biélorusses.

PECHE – AQUACULTURE

- Le ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture simplifie l'accès aux subventions à la pêche

Lettonie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- La Lettonie plaide pour l'innovation et le soutien aux petites fermes
- Nouveaux produits agricoles ajoutés à la liste de produits russes et de biélorusses sous embargo
- Taxe de 300 % sur le transit des céréales russes et biélorusses
- 27 M€ pour soutenir les jeunes agriculteurs et la transformation locale
- État d'urgence déclaré pour l'agriculture

PECHE – AQUACULTURE

- Stratégie pour le secteur de la pêche letton à l'horizon 2034
- La Lettonie s'oppose à la réduction des prises accessoires de morue

Lituanie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- Etat d'urgence déclaré après une violente tempête
- Coopération avec l'Ukraine en matière de sécurité alimentaire, de santé animale et de contrôle sanitaire

PECHE – AQUACULTURE

- 48^{ème} session de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest à Vilnius

Pologne

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- Le renouvellement de générations : un défi majeur pour l'avenir des zones rurales
- Soutien à la transformation et à la vente de produits alimentaires
- Les chambres d'agriculture présentent cinq priorités pour le secteur agricole
- La Pologne et l'Afrique du Sud veulent développer leurs échanges commerciaux agroalimentaires

SECHERESSE

- Impact de la sécheresse sur l'agriculture
- Versement anticipé des avances PAC pour soutenir la trésorerie des agriculteurs

SECURITE ALIMENTAIRE / CRISE PMO

- Poursuite de la hausse des prix du diesel qui atteint un niveau préoccupant pour les agriculteurs
- Création d'un groupe de travail parlementaire pour la sécurité alimentaire
- Maintien de l'embargo sur certains produits agricoles ukrainiens
- Mise en place d'une aide en faveur des agriculteurs pour compenser la hausse des coûts du GNR et des engrais

SANTE ANIMALE / SANITAIRE / PHYTOSANITAIRE

- Peste porcine africaine : 10 foyers en élevage, 1721 cas en faune sauvage en 2026
- Maladie de Newcastle : 53 foyers en 2026
- Rage : 6 cas en faune sauvage depuis le début de l'année

République tchèque

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- L'élevage porcin en crise, le gouvernement renforce les aides pour préserver la production nationale
- Aggravation de la crise du secteur du lait
- Légumes : Etat des lieux du marché
- Développement du secteur des fruits : le ministère présente sa stratégie
- Les surfaces de colza en net recul pour 2026
- Les inquiétudes relatives à l'érosion des terres

SECHERESSE

- Récoltes 2026 : aggravation des pertes liées aux conditions climatiques
- 167 M d'euros mobilisés pour renforcer la résilience face à la sécheresse
- La pénurie de fourrages se traduit par une explosion des prix
- Approbation du nouveau Plan d'adaptation au changement climatique 2026-2030

FORÊT

- Les propriétaires forestiers redoutent une nouvelle crise

SANTÉ ANIMALE / SANITAIRE / PHYTOSANITAIRE

- Trichinellose : assouplissement des contrôles vétérinaires compte tenu d'une évolution favorable de la situation
- Inscription obligatoire des chiens dans le registre des animaux

Slovaquie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- La Slovaquie va saisir la Cour de justice de l'UE contre le règlement NGT
- Les chambres d'agriculture des pays du V4 appellent l'UE à accorder un soutien accru aux producteurs laitiers
- Le secteur agricole et agroalimentaire a renforcé sa rentabilité en 2025
- Fermeture de l'agence de l'élevage
- L'une des plus importantes exploitations porcines du pays met fin à son activité d'élevage
- La part des poules élevées en cage inférieure à 50 % pour la 1ère fois

SECHERESSE

- Le gouvernement adopte plusieurs mesures en faveur des agriculteurs
- Une aide d'urgence demandée par la Slovaquie à la Commission
- Récoltes de cette année attendues en recul de 16 % pour l'ensemble des céréales, 39 % pour le maïs, 25 % pour le soja et 53 % pour les betteraves
- Les producteurs slovaques de pommes de terre relativement préservés
- Risque d'une décapitalisation de la part des éleveurs
- Les stocks de céréales en forte baisse au premier semestre

SECURITE ALIMENTAIRE / CRISE PMO

- Près de 20 M€ en faveur des agriculteurs pour compenser la hausse des prix des engrais et de l'énergie

Estonie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

- **16,3 M€ pour relancer la filière porcine frappée par la crise**

Le gouvernement va accorder 16,3 M€ supplémentaires au secteur porcin pour l'aider à se relever après une année particulièrement difficile, marquée notamment par la peste porcine africaine.

13,5 M€ seront destinés aux investissements des producteurs de porcs afin d'augmenter leur productivité, leur compétitivité et le nombre de truies. 2,8 M€ supplémentaires financeront l'amélioration du bien-être animal.

La peste porcine africaine a entraîné la mort ou l'abattage de plus de 62 000 porcs, faisant chuter le cheptel estonien de 30 % à 197 800 animaux.

Les aides pourront financer la construction ou rénovation de bâtiments, ainsi que l'achat de machines, équipements et systèmes d'alimentation de secours.

L'objectif est de relancer la production nationale de porc, renforcer la biosécurité et la sécurité alimentaire, soutenir les emplois ruraux et réduire la dépendance aux importations.

Les aides à l'investissement couvriront 15 à 65 % des dépenses éligibles, avec des montants pouvant atteindre 6,5 M€ pour certains projets importants.

- **Visite du Ministre des affaires régionales et de l'Agriculture en Ukraine**

Les 23 et 24 septembre, le ministre des Affaires régionales et de l'Agriculture, Hendrik Johannes Terras, a visité Kyiv et l'oblast de Jytomyr avec une délégation composée de représentants

d'entreprises et de l'association estonienne des éleveurs. Ils ont rencontré des entrepreneurs ukrainiens, des organisations professionnelles et des collectivités locales et se sont familiarisés avec la production sur place.

La visite a débuté le 23 septembre par un séminaire organisé à la Chambre de commerce et d'industrie ukrainienne à Kyiv, inauguré par Hendrik Johannes Terras et le président de la Chambre de Commerce Gennadiy Chyzhykov. Les présentations des entreprises ont été suivies de réunions bilatérales avec des entreprises ukrainiennes. Les échanges ont également porté sur l'accès au marché, la certification et l'adaptation aux exigences de l'Union européenne.

Le 24 septembre, la visite s'est poursuivie dans l'oblast de Jytomyr où la délégation a été reçue à l'Université d'État de Polssya et a ensuite visité une ferme laitière automatisée ainsi que des installations de culture et de stockage de légumes. La visite de cette délégation d'affaires s'inscrivait dans la cadre de la préparation de la Conférence sur la reconstruction ukrainienne URC 2027, qui se tiendra à Tallinn les 28 et 29 janvier prochains ([25 septembre](#)).

SECURITE ALIMENTAIRE / CRISE PMO

➤ **Modification du plan stratégique national de la politique agricole commune (PAC) pour renforcer le soutien aux agriculteurs et atténuer la hausse des coûts**

Le gouvernement a adopté les modifications du plan stratégique national de la politique agricole commune (PAC), ce qui permettrait d'accorder **plus de 26,4 M€ supplémentaires aux producteurs agricoles** sous forme de paiements directs.

Cette mesure vise à atténuer la hausse des prix des intrants agricoles provoquée par la crise au Moyen-Orient et à compenser les pertes liées aux conditions météorologiques défavorables.

Le plan approuvé par le gouvernement augmente le budget des paiements directs pour l'année prochaine dans la limite maximale autorisée.

« Ces ressources supplémentaires proviennent du budget à long terme de l'Union européenne et leur utilisation ne nécessite aucun financement supplémentaire du budget de l'État », a déclaré Hendrik Johannes Terras, ministre des Affaires régionales et de l'Agriculture.

Les aides supplémentaires devraient parvenir aux producteurs principalement en décembre 2027. Elles doivent contribuer à améliorer leur situation financière et à couvrir la forte hausse de leurs coûts d'exploitation.

➤ **L'Estonie interdit le transit de céréales russes et biélorusses**

L'Estonie a interdit le transit de céréales russes et biélorusses via son territoire, une mesure préventive au moment où Moscou cherche de nouvelles voies d'exportation de grain après les attaques ukrainiennes contre des cibles le long de la mer Noire. Il s'agit d'une mesure quasi symbolique et préventive, le transport de céréales russes via l'Estonie étant "pratiquement inexistant".

"Avec la Lettonie et la Lituanie, nous travaillons pour que les ports baltes ne deviennent pas une route de transit pour la Russie", a écrit M. Tsahkna, ministre des affaires étrangères (AFP – 1^{er} octobre).

PECHE – AQUACULTURE

➤ **Le ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture simplifie l'accès aux subventions à la pêche**

Le ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture a adopté un règlement modifiant quinze règlements du Fonds européen pour la Maritime, la Pêche et l'Aquaculture afin de réduire la charge administrative des bénéficiaires des aides, tant au niveau de la demande de subventions que dans la mise en œuvre des projets.

« Des règles plus simples aident à mettre en place les investissements plus rapidement, renforçant ainsi la compétitivité du secteur de la pêche et soutenant le développement des zones côtières », a expliqué chef du département de politique halieutique du ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture.

Parmi les principaux amendements introduits, on note le relèvement du seuil, de 60 000 à 100 000 euros, à partir duquel le recours à une procédure d'achat public est obligatoire, ou

bien encore la hausse du montant de la subvention pour participation aux foires (au titre du développement du marché pour les produits de la pêche et de l'aquaculture) pour tenir compte de l'inflation, de 15 000 euros à 25 000 euros.

Ces modifications concernent de nombreux bénéficiaires, dont environ 1400 pêcheurs de huit zones locales de pêche, de nombreuses entreprises impliquées dans la transformation, des entreprises du secteur du chalutage et des institutions de recherche et développement ([22 septembre](#)).

Lettonie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

➤ **La Lettonie plaide pour l'innovation et le soutien aux petites fermes**

Lors de réunion informelle des ministres de l'Agriculture de l'UE à Dublin, la Lettonie a mis en avant la modernisation technologique et la sécurité sanitaire comme piliers du développement de l'élevage européen. Normunds Šmits, secrétaire parlementaire auprès de ministère de l'Agriculture, a rappelé que ce secteur est vital pour la souveraineté alimentaire de l'Union. Selon lui, la durabilité de l'élevage repose sur plusieurs axes stratégiques : l'adoption de nouveaux outils **pour réduire les coûts de production**, améliorer la **productivité et détecter précocement les maladies animales**, le développement de cultures et de **sources de protéines alternatives** pour réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis des importations, la **sélection de races plus résistantes au climat**, ainsi que la mise en place d'aides financières simples, accessibles et adaptées aux petites exploitations. Pour accélérer cette transition, la Lettonie appelle à renforcer la coopération entre scientifiques, agriculteurs et décideurs politiques afin de transférer plus rapidement la recherche vers le terrain ([Gouvernement, Ministère de l'agriculture – 8 septembre](#)).

➤ **Nouveaux produits agricoles ajoutés à la liste de produits russes et biélorusses sous embargo**

Le gouvernement letton a adopté le 4 août dernier un décret durcissant l'embargo national sur les produits agricoles et d'élevage en provenance de Russie et de Biélorussie. Alors que les restrictions ne visaient jusqu'à présent que les céréales, les fruits, les légumes et certains fourrages, l'interdiction s'étend désormais aux catégories suivantes :

- Produits d'élevage et de la mer : animaux vivants, poissons et produits de la pêche, produits laitiers et préparations de viande.
- Cultures et dérivés : produits de la minoterie, graines oléagineuses, ainsi que les préparations de fruits et légumes.
- Épicerie et transformation : café, thé, épices, certains types de graisses et huiles animales ou végétales, sucre, mélasse et coproduits de l'industrie sucrière.
- Alimentation animale : l'ensemble des produits de la catégorie des aliments pour animaux.

Cette décision fait suite aux données douanières révélant qu'entre janvier et juillet 2026, les importations lettones de produits agroalimentaires en provenance de Russie et de Biélorussie ont représenté 24,9M EUR. À court terme, le ministère de l'Agriculture prépare de nouveaux amendements législatifs pour étendre cet embargo national à l'intégralité des produits alimentaires transformés.

➤ **Taxe de 300 % sur le transit des céréales russes et biélorusses**

Le gouvernement prévoit d'imposer **un tarif de 300 % sur le transit des céréales en provenance de Russie et de Biélorussie**, ainsi que de développer des mécanismes pour **identifier et sanctionner les céréales ukrainiennes potentiellement volées**, a déclaré le Premier ministre Andris Kulbergs (*Liste unie*) à l'issue de la réunion de la coalition du 7 septembre. Il est prévu également de garantir la possibilité d'inspecter le fret en transit et de coopérer avec les représentants et laboratoires ukrainiens pour déterminer l'origine des céréales. Kulbergs a souligné que la Lettonie s'efforce d'obtenir une position unifiée parmi les États baltes afin que « les céréales russes n'utilisent pas l'infrastructure de la région ». ([Latvia plans 300% tariff on grain shipments from Russia and Belarus and on processing of such grain | News I](#)).

➤ **27 M€ pour soutenir les jeunes agriculteurs et la transformation locale**

Le ministère de l'Agriculture et la banque publique de développement (Altum) ont lancé un nouveau programme doté de 27 M€ pour améliorer l'accès au financement des jeunes agriculteurs (moins de 40 ans) et des producteurs alimentaires en zones rurales. Le programme propose des prêts bonifiés de 20 000 à 250 000 €, pouvant financer notamment l'achat de machines et d'équipements, d'animaux ou de plantes, ainsi que la construction et l'acquisition de terrains.

Une remise sur le capital emprunté pouvant atteindre 50 % du prêt, dans la limite de 100 000 €, pourra être accordée après la réalisation du projet et l'atteinte des objectifs économiques fixés. Le dispositif vise également la réorientation et la diversification des exploitations existantes ainsi que le développement de nouveaux produits alimentaires.

Cofinancé par le FEADER, le programme entend favoriser le renouvellement générationnel, la création de nouvelles exploitations et le développement économique des zones rurales (16 septembre).

➤ **État d'urgence déclaré pour l'agriculture**

Le gouvernement a déclaré, le 29 septembre, l'état d'urgence pour le secteur agricole sur l'ensemble du territoire jusqu'au 10 janvier 2027, en raison des précipitations prolongées qui compliquent les récoltes et les semis d'automne. Les sols détrempés empêchent l'achèvement des récoltes et pourraient entraîner une réduction importante des surfaces de cultures d'hiver, avec des conséquences sur les rendements et les capacités de production de la prochaine campagne. Fin septembre, 174 agriculteurs avaient signalé des dommages sur 10 335 ha, mais ces données ne couvrent encore qu'une partie des exploitations affectées.

L'état d'urgence permet notamment d'appliquer des mesures de force majeure et des assouplissements administratifs, de faciliter le report de certaines obligations financières et de projets d'investissement, ainsi que les négociations avec les banques et autres créanciers. Le gouvernement espère également faciliter une éventuelle demande de soutien européen. La déclaration n'entraîne toutefois pas de financement supplémentaire immédiat. Le ministère de l'Agriculture envisage notamment un soutien public supplémentaire pouvant atteindre 59 M€ en 2027, une hausse de la prise en charge de l'assurance récolte de 50 à 70 % et des prêts à taux zéro pour le fonds de roulement, mais ces mesures restent à décider.

PECHE – AQUACULTURE

➤ **Stratégie pour le secteur de la pêche letton à l'horizon 2034**

Le ministre de l'Agriculture, Uldis Augulis, a présenté les **stratégies du secteur de la pêche pour 2028-2034** lors d'une réunion avec les organisations non gouvernementales du secteur (transformation, aquaculture, pêches côtière et hauturière). Ce plan stratégique vise à stimuler la croissance économique du pays d'ici 2034 à travers plusieurs priorités : objectifs commerciaux ambitieux (atteindre un chiffre d'affaires annuel de 500 M EUR dans la transformation, dont 90 % destinés à l'exportation), augmenter la productivité dans le secteur de la pêche, optimiser l'utilisation des ressources, renforcer l'innovation, développer la coopération intersectorielle et accroître les revenus, ainsi que moderniser la flotte de pêche, sécuriser l'accès aux marchés d'exportation et faire face à la pénurie de main-d'œuvre ([Lv portals](#) – 15 septembre).

➤ **La Lettonie s'oppose à la réduction des prises accessoires de morue**

La Commission européenne propose de réduire de moitié les limites de prises accessoires de morue de la Baltique orientale, avec un plafond de 18 tonnes pour 2027, contre 19 tonnes capturées l'année précédente. Cette mesure inquiète particulièrement une vingtaine de pêcheurs professionnels de Liepāja et Pāvilosta, qui craignent de devoir interrompre rapidement leur activité si le quota est atteint. La Lettonie s'oppose à cette proposition, estimant que les pêcheurs européens ne constituent pas une menace majeure pour le stock, contrairement notamment aux captures russes, évaluées par le ministère letton à 1 000–2 000

tonnes par an. Le ministère considère qu'un niveau minimal de 37 tonnes serait nécessaire. Des discussions avec la Commission et entre les États baltes sont prévues avant la décision finale, attendue d'ici fin octobre (23 septembre).

Lituanie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

➤ ***Etat d'urgence déclaré après une violente tempête***

Le 26 août, le gouvernement lituanien a décrété l'état d'urgence sur le territoire national. Le 25 août, 100 000 foyers sont toujours privés d'électricité après une violente tempête qui a touché l'ensemble du pays le samedi 22 août. Des rafales de vents ont atteint les 120 km/h causant des dégâts sur de nombreuses infrastructures. Cet épisode pluvieux et orageux a gravement endommagé le secteur agricole lituanien. Les systèmes d'alimentation automatiques dans des élevages bovins ont été perturbés, et les systèmes de séchage de céréales se sont arrêtés.

Le conseiller présidentiel R. Dilba estime que la Lituanie devrait solliciter les mécanismes européens disponibles pour faire face aux dégâts importants provoqués par la tempête, notamment une aide ciblée pour les secteurs touchés comme l'agriculture. Le président des démocrates et eurodéputé V. Sinkevičius soutient également un recours à la Commission européenne, notamment via la réserve de crise agricole.

➤ ***Coopération avec l'Ukraine en matière de sécurité alimentaire, de santé animale et de contrôle sanitaire***

Du 28 au 30 septembre, le Service d'État de l'Alimentation et Vétérinaire (SFVS) lituanien a accueilli des experts ukrainiens pour d'une formation dédiée au renforcement des contrôles et de la sécurité alimentaire, en particulier la surveillance des résidus de pesticides, l'évaluation des risques, les procédures d'échantillonnage, la qualité des analyses de laboratoire, ainsi que la traçabilité, la gestion des crises et le retrait des produits du marché.

Cette visite s'inscrit dans une coopération renforcée entre la Lituanie et l'Ukraine visant à rapprocher les pratiques et les systèmes ukrainiens des normes de l'UE en matière de sécurité alimentaire, de santé animale et de contrôle phytosanitaire. Trois délégations ukrainiennes ont déjà effectué des visites en Lituanie en 2026, dans le cadre notamment des programmes TAIEX et Ukraine2EU.

La formation comprend également une visite pratique dans une entreprise alimentaire, consacrée aux procédures d'échantillonnage et de contrôle.

PECHE – AQUACULTURE

➤ ***48^{ème} session de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest à Vilnius***

La 48^{ème} session de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO/NAFO) s'est tenue pour la première fois en Lituanie, à Vilnius, sous tutelle du ministère lituanien de l'Agriculture avec le Secrétariat de l'OPANO et la Commission européenne. Les discussions ont porté sur les possibilités de pêche, la gestion et la conservation des stocks, ainsi que sur l'avenir du secteur et sa contribution à la sécurité alimentaire. La Lituanie a souligné l'importance d'une gestion fondée sur les données scientifiques afin de concilier la protection des ressources marines et la viabilité économique des pêcheurs.

La zone de l'OPANO est particulièrement importante pour la flotte lituanienne de pêche hauturière : en 2025, ses quotas pour plusieurs espèces (morue, flétan, bar, calmar, raies, etc.) dépassaient 2 300 tonnes, pour une valeur estimée à 4,4 M€.

La session a réuni les principaux partenaires internationaux de l'OPANO et constitue pour la Lituanie une occasion de renforcer la coopération internationale en matière de pêche durable et de sécurité alimentaire (22 septembre).

Pologne

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

➤ **Le renouvellement de générations : un défi majeur pour l'avenir des zones rurales**

Le vieillissement de la population agricole et le manque de jeunes entrants constituent l'un des principaux défis à long terme pour les zones rurales en Europe mais aussi en Pologne, où la part des jeunes agriculteurs diminue. La Pologne souligne ainsi la nécessité de maintenir un soutien financier aux jeunes agriculteurs, tout en accompagnant les exploitants plus âgés qui souhaitent transmettre leur exploitation à la nouvelle génération.

Le renouvellement générationnel ne doit toutefois pas reposer uniquement sur les aides à l'installation. Selon le ministère, il est également essentiel d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, notamment les infrastructures, les services publics, l'accès à Internet haut débit et les possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture.

La Commission européenne souhaite également faire des jeunes agriculteurs une priorité à l'horizon 2040. La Pologne pour sa part défend une approche flexible permettant à chaque État membre de choisir les dispositifs les mieux adaptés à ses structures agricoles et à ses réalités territoriales (3 septembre).

➤ **Soutien à la transformation et à la vente de produits alimentaires**

Du 1er octobre au 2 novembre 2026, les agriculteurs et les TPE pourront demander bénéficier d'un soutien à la transformation et à la commercialisation de produits alimentaires. Les agriculteurs pourront recevoir une aide couvrant 65 % des coûts éligibles dans la limite de 120 000 PLN (28 000 €). Les TPE (moins de 10 salariés) pourront recevoir une aide couvrant 50 % des coûts éligibles dans la limite de 500 000 PLN (116 000 €). L'aide pourra financer notamment la construction et la modernisation de locaux, l'achat de machines et d'équipements, les entrepôts, les chambres froides et les équipements d'emballage. Elle pourra également servir à financer des panneaux photovoltaïques, des systèmes de stockage d'énergie, des pompes à chaleur et des solutions numériques pour la gestion de la production et la vente en ligne.

Les demandes devront être déposées exclusivement en ligne auprès de l'agence de paiements (ARiMR). L'objectif du programme est de développer la transformation à petite échelle et la vente directe, afin que les agriculteurs puissent conserver une plus grande part de la valeur de leurs produits (14 septembre).

➤ **Les chambres d'agriculture présentent cinq priorités pour le secteur agricole**

Le 22 septembre 2026, le Conseil national des chambres d'agriculture polonaises (KRIR) a présenté une position sur la situation actuelle de l'agriculture et identifié cinq domaines nécessitant des mesures : le coût des intrants, l'aménagement du territoire, les assurances agricoles, le nouvel éco-régime pour l'élevage bovin et le transit des produits agricoles ukrainiens.

- **Engrais et carburants** : la KRIR demande de simplifier les dispositifs d'aide et de les baser principalement sur les dépenses réellement engagées et justifiées par facture, avec moins de formalités.
- **Aménagement du territoire** : elle souhaite une participation effective des chambres d'agriculture aux procédures de planification et des solutions permettant notamment le maintien et le développement des bâtiments agricoles.
- **Assurances agricoles** : la KRIR propose la mise en place d'assurances agricoles généralisées couvrant les principaux risques liés à l'activité agricole, ainsi que des règles uniformes pour l'évaluation des dommages.
- **Élevage bovin** : elle s'oppose au futur éco-régime « Production bovine à faibles émissions », prévu pour 2027, en particulier au mécanisme consistant à le financer par une réduction proportionnelle du soutien de base au revenu.

- **Produits agricoles ukrainiens** : la KRIR demande un contrôle strict et une traçabilité complète du transit des céréales et autres produits agricoles ukrainiens à travers la Pologne, ainsi que des infrastructures suffisamment performantes pour ne pas entraver les exportations polonaises. La position de la KRIR combine des demandes de simplification et de soutien aux exploitations avec des revendications portant sur la planification territoriale, la gestion des risques, le financement des éco-régimes et le contrôle du transit des produits ukrainiens (22 septembre).
- **La Pologne et l'Afrique du Sud veulent développer leurs échanges commerciaux agroalimentaires**
La Pologne et l'Afrique du Sud souhaitent renforcer leur coopération dans le secteur agricole et agroalimentaire, avec un accent particulier sur le développement des échanges commerciaux et l'amélioration de l'accès au marché sud-africain pour les produits polonais. Lors d'une rencontre à Varsovie, le ministre polonais de l'Agriculture, Stefan Krajewski, a notamment appelé à accélérer les négociations concernant l'accès au marché sud-africain pour de nouvelles catégories de produits d'origine animale, en particulier la volaille et la viande porcine. La partie sud-africaine a confirmé son intérêt pour l'approfondissement des échanges et s'est engagée à soutenir l'accélération des procédures vétérinaires nécessaires à l'accès des produits polonais à son marché.
Les deux pays souhaitent également développer leur coopération dans les technologies agricoles modernes, la recherche et l'innovation. La Pologne envisage par ailleurs la conclusion d'un mémorandum de coopération agricole et prévoit de présenter son offre agroalimentaire au salon Anuga Select South Africa au Cap en juin 2027.
Les échanges commerciaux entre ces deux pays connaissent déjà une forte progression : de 98 M€ en 2025, les exportations agroalimentaires polonaises vers l'Afrique du Sud atteignent déjà 91,6 M€ à l'été 2026 (3 septembre).

SECHERESSE

- **Impact de la sécheresse sur l'agriculture**
La situation hydrique en Pologne s'est légèrement améliorée, mais la sécheresse représente toujours une menace importante pour plusieurs cultures. Le maïs est particulièrement touché dans 980 communes pour le maïs grain et dans 1 023 communes pour le maïs destiné à l'ensilage.
D'autres cultures sont également concernées, notamment les légumineuses, les pommes de terre, les légumes de plein champ et les arbustes fruitiers. Ces derniers sont même touchés dans environ 51 % des communes du pays. En revanche, la situation est nettement meilleure pour la betterave sucrière, avec seulement 22 communes concernées.
Les régions les plus touchées sont notamment Lublin, Opole, Lodz, Carpates-Bases et Lubusz. Les précipitations ont été très inégales selon les régions : certaines ont reçu d'importantes quantités de pluie, tandis que d'autres n'ont enregistré que quelques millimètres.
Selon les données de l'Institut météorologique (IMGW-PIB), le bilan hydrique moyen national s'est amélioré, mais certaines zones restent fortement déficitaires. L'impact final sur les récoltes dépendra non seulement des précipitations, mais aussi des températures, du type de sol, de la répartition des pluies et du stade de développement des plantes ([Topagrar - 7 septembre](#)).
- **Versement anticipé des avances PAC pour soutenir la trésorerie des agriculteurs**
L'agence de paiement (ARiMR) a commencé le 8 septembre le versement des aides agricoles au titre de 2026, en avance d'un mois par rapport aux campagnes précédentes, afin de soutenir les agriculteurs dans un contexte économique et climatique difficile. Les avances pourront atteindre 75 % des paiements directs et 85 % pour certaines mesures du second pilier de la PAC. Les versements seront effectués progressivement jusqu'à fin novembre, avant le paiement du solde à partir de décembre.
Une priorité pourra être accordée aux exploitations touchées par des conditions météorologiques défavorables, aux situations exceptionnelles ainsi qu'aux exploitations d'élevage. Les principales aides du 1^{er} pilier sont concernées, le paiement de base, le paiement

redistributif, l'aide aux jeunes agriculteurs, les paiements couplés et les mesures surfaciques de l'éco-régime. D'autres mesures ne sont pas couvertes en raison de contrôles ou de vérifications encore en cours, notamment pour le bien-être animal, l'utilisation extensive des prairies, la production intégrée et la rétention d'eau sur les prairies permanentes.

Dès le premier jour, l'ARiMR a versé 85,1 M€ (365 M PLN) aux agriculteurs, dont 71,1 M€ (305 M PLN) à 25 000 agriculteurs au titre des aides directes, et 14 M€ (60 M PLN) au titre des paiements ICHN (8 septembre).

SECURITE ALIMENTAIRE / CRISE PMO

➤ **Poursuite de la hausse des prix du diesel qui atteint un niveau préoccupant pour les agriculteurs**

En septembre les prix des carburants connaissent une forte hausse depuis le début du mois : le diesel atteint en moyenne 1,96 €/l (8,39 PLN/l).

Cette augmentation s'explique notamment par le retour de la TVA sur les carburants à son taux normal de 23 % (après 15 jours de TVA à 8 % fin août), ainsi que par la hausse des prix sur le marché de gros. Les raffineries polonaises affichent désormais un prix de gros de plus de 1 611,16 m³ (7 000 PLN par m³) pour le diesel. Selon les dernières prévisions le prix du gazole pourrait atteindre 2,05 à 2,07 €/l (8,79 à 8,87 PLN/l) dans les prochains jours, soit environ se rapprochant ainsi du seuil symbolique de **2,10 €/l**. (9 PLN/l). Cette évolution est particulièrement préoccupante pour le secteur agricole, fortement dépendant du diesel pendant la période des travaux des champs : une hausse de 0,48 PLN/l représente un surcoût d'environ 112 € pour 1 000 litres de carburant (*Topagrar* - 7 septembre).

➤ **Création d'un groupe de travail parlementaire pour la sécurité alimentaire**

Un Groupe parlementaire pour la sécurité alimentaire a été créé à l'initiative de députés de la Coalition civique (KO, parti du premier ministre D. Tusk). Plus de 20 députés devraient participer à ses travaux. Son objectif est de préparer le pays aux situations de crise et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, ainsi que d'élaborer des solutions juridiques, notamment une loi sur la sécurité alimentaire. Pour l'agriculture, les principaux enjeux concernent la sécurisation des carburants, engrais, produits phytosanitaires, eau et autres moyens de production, ainsi que les infrastructures, le stockage et la transformation agroalimentaire. Le groupe doit également examiner la possibilité de constituer des réserves stratégiques, afin de maintenir la production agricole même en période de crise. À ce stade, il s'agit principalement d'orientations et d'annonces de travail, et non encore de mesures obligatoires.

➤ **Maintien de l'embargo sur certains produits agricoles ukrainiens**

Lors du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE, le vice-ministre polonais de l'Agriculture, Adam Nowak, a réaffirmé que la Pologne ne prévoit pas de lever l'embargo unilatéral sur certaines importations agricoles en provenance d'Ukraine. Varsovie estime qu'une telle décision serait préjudiciable aux agriculteurs polonais, en particulier en période de récoltes, dans un contexte de pression sur les prix des céréales. Le gouvernement souligne également que les producteurs ukrainiens bénéficient d'un accès facilité au marché européen sans être soumis aux mêmes exigences que les agriculteurs de l'UE. La Commission européenne considère toutefois que cet embargo, également appliqué par la Slovaquie et la Hongrie, n'est plus justifié depuis l'entrée en vigueur du nouvel accord commercial avec l'Ukraine en novembre 2025 et qu'il risque de fragmenter le marché unique.

➤ **Mise en place d'une aide en faveur des agriculteurs pour compenser la hausse des coûts du GNR et des engrais**

Le 29 septembre dernier, le Conseil des ministres a adopté un projet de règlement permettant de compenser une partie des pertes financières subies par les agriculteurs en raison de la hausse des coûts d'achat du gazole et des engrais minéraux.

Le dispositif vise à compenser une partie des pertes économiques subies par les agriculteurs du fait de l'augmentation des coûts d'achat du gazole et des engrais minéraux. Le dispositif

sera financé par 66 M€ de fonds européens de crise (règlement d'exécution (UE) 2026/1894 de la Commission du 27 juillet) abondés de fonds nationaux à hauteur de 120 M€ (180 %) pour un montant total **plus de 186 M€** (800 millions PLN).

Pour les engrais, le dispositif couvre les engrais achetés entre le 1er mars et le 31 août 2026. Le montant de l'aide sera calculé en fonction du nombre de tonnes d'engrais achetées pendant la période éligible et de la différence entre le prix d'achat et le prix moyen de l'engrais concerné au quatrième trimestre de l'année précédente. L'aide ne pourra pas dépasser 500 PLN par hectare.

Pour le gazole, l'aide sera destinée à tous les agriculteurs ayant bénéficié en 2026 d'un remboursement de l'accise incluse dans le prix du gazole utilisé pour la production agricole et couvrira les volumes de gazole agricole achetés entre le 1er mars et le 31 août 2026. Le plafond de l'aide sera déterminé sur la base de la décision relative au remboursement de l'accise et le montant de l'aide sera calculé en fonction du nombre de litres de gazole figurant sur les factures présentées, à 0,52 PLN par litre. Les demandes d'aide pourront être déposées du 1er au 23 octobre 2026

SANTE ANIMALE / SANITAIRE / PHYTOSANITAIRE

➤ ***Nouveau foyer de peste porcine africaine identifié le 18 septembre***

Le 18 septembre un nouveau foyer de PPA identifié dans une ferme de 550 porcs dans la région de Podlachie (à l'Est du pays), portant le total à 10 foyers en élevage depuis le début de l'année. Au 24 septembre 1721 cas recensés en faune sauvage.

➤ ***Maladie de Newcastle : 53 foyers en 2026 à fin septembre***

Un dernier foyer a été identifié le 9 septembre dans un élevage de 78 673 poules pondeuses dans la région de Lubusz (à l'Ouest du pays).

➤ ***Rage : un 6ème cas identifié en faune sauvage depuis le début de l'année***

Le 17 septembre dernier, les services vétérinaires ont confirmé un cas de la rage sur un renard mort dans la région de Lublin. Il s'agit d'un sixième cas confirmé en Pologne en 2026.

République tchèque

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

➤ ***L'élevage porcin en crise, le gouvernement renforce les aides pour préserver la production nationale***

L'autosuffisance du pays en viande de porc atteint son niveau le plus bas parmi toutes les productions animales, elle est tombée à 46,1 % en 2024, contre 57,2 % dix ans plus tôt. Cette baisse s'explique principalement par des conditions de marché défavorables et par une chute des prix d'achat des porcs, passés largement sous les coûts de production. Le gouvernement estime que cette situation menace la sécurité alimentaire du pays et pourrait entraîner une vague de fermetures d'élevages.

Face à cette situation jugée alarmante, le ministère de l'Agriculture a décidé d'utiliser au maximum les programmes nationaux de soutien disponibles pour l'élevage porcin. Les montants des aides seront adaptés en fonction de la situation économique des différentes filières et des capacités budgétaires du ministère.

Le ministre Martin Šebestýn a averti qu'une absence de soutien rapide risquerait de provoquer une disparition massive des exploitations porcines, compromettant durablement la production nationale de viande de porc. L'objectif affiché est de maintenir une offre de porc tchèque de qualité dans les magasins.

Les organisations d'éleveurs ont salué ces mesures, tout en soulignant que les aides actuelles restent insuffisantes face aux risques économiques auxquels le secteur est confronté. Elles demandent une augmentation du budget global consacré aux soutiens nationaux.

La pression sur les producteurs s'est accentuée avec la baisse des prix : au quatrième trimestre 2025, les prix des porcs ont diminué de 13,3 % sur un an, puis encore de 18,4 % au premier

trimestre 2026. Le prix moyen a atteint 28,88 couronnes tchèques par kilogramme de poids vif, soit une baisse importante par rapport aux trimestres précédents.

➤ **Aggravation de la crise du secteur du lait**

L'Association laitière tchéco-morave a dénoncé « une déformation totale » des prix du lait qui a baissé de 27% sur un an. Les éleveurs tchèques touchent désormais 9,7 CZK / litre (0,39 €, hors TVA), alors que les coûts de production moyens s'élèvent à 11 CZK / litre (0,45 €). Lors des promotions de la grande distribution, le lait de consommation est vendu même à 5,90 CZK (0,24 € -TVA incluse) et la plaquette de beurre descend à 17,90 CZK (0,73 €) alors que le coût de production s'élève à plus de 30 CZK (1,23). La consommation des produits laitiers a bondi de 6,8 % sur un an, atteignant un record historique de 278,7 kg par habitant, dont 21 kg de fromage par personne, ce qui place la Tchéquie parmi les plus grands consommateurs d'Europe ([Zemědělec](#) - 10 septembre).

➤ **Légumes : Etat des lieux du marché**

Selon les données du ministère, l'autosuffisance en légumes en Tchéquie s'élevait à environ 32 % en 2025, avec de fortes disparités selon les types de cultures. Les oignons restent la culture la plus répandue (cultivée sur 2 088 hectares), suivis des pois (1 278 hectares). Le pays dépend très largement des importations européennes (notamment de Pologne, des Pays-Bas et d'Espagne) pour couvrir la majorité de sa consommation intérieure (en hausse de 5% sur un an, soit 91,6 kg par résident par an). Les 395 producteurs ont réalisé un chiffre d'affaires de 3,45 M CZK (142,8 M EUR), en hausse de 8,4% bien que le volume de production lui-même ait chuté de 6,3 % pour atteindre 212 300 tonnes. La superficie totale de légumes sous serre dans le pays s'élève actuellement à seulement 62,3 hectares. Aucune nouvelle serre n'a été construite en 2025, et la capacité de stockage n'a pas augmenté non plus. Face à ce déclin, le ministère tchèque de l'Agriculture prévoit de soutenir le développement d'installations modernes couvertes utilisant l'intelligence artificielle, la lutte biologique contre les ravageurs et des systèmes de surveillance avancés pour permettre une production toute l'année ([CTK](#) – 2 septembre).

➤ **Développement du secteur des fruits : le ministère présente sa stratégie**

Le ministère de l'Agriculture a présenté le 10 septembre sa nouvelle stratégie de développement de l'arboriculture pour 2035. Sa principale ambition est une augmentation des surfaces de 10 000 à 12 000 ha, soit 20%, pour des nouvelles plantations plus productives, technologiquement avancées et plus résilientes au changement climatique. L'Etat prévoit des investissements massifs dans les technologies de pointe et des systèmes d'irrigation et de systèmes de protection avancés contre le gel. En 2025, la récolte de fruits d'élevait à 146 200 tonnes, dont 80% de pommes. La superficie totale des vergers était de 10 305 hectares et le taux d'autosuffisance de la Tchéquie de 38,4% ([MinAgri](#) - 10 septembre).

➤ **Les surfaces de colza en net recul pour 2026**

Selon l'Union des producteurs et transformateurs d'oléagineux, les agriculteurs tchèques abandonnent la culture du colza, dont la production devient non rentable en raison – outre la hausse du coût des intrants (carburants, engrais) - des coûts plus élevés liés à l'inefficacité des pesticides et de rendements en baisse. La surface de colza d'hiver a diminué de 16% à 311 000 ha en 2026 avec des baisses les plus marquées (autour de 20%) touchant les régions du Sud, de Plzeň, de Karlovy Vary et d'Ústí. Cette réduction significative des surfaces de colza se poursuit pour la troisième année consécutive (- 120 000 hectares en trois ans) ([iRozhlas.cz](#) -16 septembre).

➤ **Les inquiétudes relatives à l'érosion des terres**

Selon les données du ministère de l'Agriculture et des Instituts de recherche agricoles, plus de 50% des terres agricoles tchèques sont fortement menacées par l'érosion hydrique et plus de 30 % par l'érosion éolienne (dont 4% par le niveau de menace le plus élevé). Du seul fait de l'érosion, la Tchéquie perd chaque année 21 M de tonnes de terre arable d'une valeur de 4,2

Md CZK (174 M EUR). En plus, les dégâts sur les infrastructures et les biens immobiliers sont chiffrés à environ 10 Md CZK (414 M EUR) par an. L'érosion réduit également les rendements de 15 % sur les sols faiblement érodés et jusqu'à 75 % sur les sols fortement érodés.

(Agris.c – 25 septembre)

SECHERESSE

➤ **Récoltes 2026 : aggravation des pertes liées aux conditions climatiques**

La Chambre agraire a revu à la hausse ses estimations des pertes agricoles pour 2026, désormais évaluées à au moins 25,6 Md CZK (1Md €), contre une première estimation d'environ 20 Md CZK (soit en 818 M €). La sécheresse, les épisodes de chaleur et les gelées printanières ont fortement affecté les récoltes.

Les principales pertes concernent les céréales (5,4 Md CZK soit 221 M €), les oléagineux (3,4 Md soit 139 M€), les cultures fourragères (3 Md soit 122 M€), les fruits (1,2 Md soit 50 M€) et la betterave sucrière (0,9 Md soit 36 M€). La récolte céréalière devrait atteindre 6,5 Mt, soit une baisse de 17 % par rapport à 2025, tandis que la production de colza reculerait de 20 %. Les fruits sont également particulièrement touchés, avec une baisse de 58 % de la récolte de pommes et de 51 % de celle de poires ([Novinky.cz](#) - 17 septembre).

➤ **167 M d'euros mobilisés pour renforcer la résilience face à la sécheresse**

Face à la crise hydrique, le gouvernement tchèque a réactivé la Coalition nationale contre la sécheresse afin d'identifier les zones les plus vulnérables et de renforcer les mesures de gestion de l'eau. Environ 4 Md CZK (167 M€) devraient être investis dans la rétention d'eau, l'irrigation, les infrastructures hydrauliques et la sécurisation de l'approvisionnement en eau.

Le ministère de l'Agriculture a notamment lancé des programmes d'aide pour les réseaux d'eau, les petits réservoirs et étangs, ainsi que pour les pisciculteurs. Une nouvelle loi pourrait également accélérer la construction d'une vingtaine d'ouvrages hydrauliques jugés prioritaires. Ces orientations suscitent toutefois des critiques des organisations agricoles et environnementales, qui privilégient la restauration des zones humides, des cours d'eau et des systèmes de drainage plutôt que la construction de barrages.

Enfin, le gouvernement envisage de relever les redevances sur les prélèvements d'eau souterraine, principalement pour les gros consommateurs dépassant 6 000 m³ par an, sans impact prévu sur les ménages ordinaires.

➤ **La pénurie de fourrages se traduit par une explosion des prix**

La pénurie de foin et de fourrage (-70% des rendements des prairies), déclenchée par la sécheresse estivale exceptionnelle, se traduit en Tchéquie par une explosion des prix, déjà quadruplés, à près de 80 € par ballot de 120 cm de diamètre, hors transport, et contraint les agriculteurs tchèques à importer depuis la Pologne à plus de 1 000 km. Selon la Chambre agraire tchèque, de nombreux éleveurs ont déjà annoncé des réductions forcées des cheptels. Cette diminution des cheptels comporte toutefois des risques, notamment une baisse de la production d'engrais organiques qui contribuent à la prévention des risques de sécheresse. Dans ce contexte, le ministère tchèque de l'Agriculture a annoncé le déblocage d'une enveloppe globale de plus de 3,8 Md CZK (~157,2 M EUR), destinée à compenser en faveur des agriculteurs l'explosion des prix des engrais et du carburant, et à soutenir les filières agricoles fragilisées (les secteurs à forte intensité - les élevages et les cultures de champ). Outre cette injection financière, les critères environnementaux stricts et les quotas de charge animale par hectare ont été assouplis sous le statut de « force majeure », évitant ainsi aux éleveurs de perdre leurs aides de base à cause des pertes de rendement des prairies ([MinAgri](#) ; [Association des agriculteurs privés](#) - 7 septembre).

- Par ailleurs, le coût élevé des aliments pour animaux oblige les agriculteurs du sud à décapitaliser. Le nombre de vaches allaitantes pourrait diminuer en moyenne de 20 à 30 % dans la région de la Bohême du Sud. Dans certains cas, ces réductions touchent même les troupeaux de vaches laitières (23 septembre).

➤ **Approbation du nouveau Plan d'adaptation au changement climatique 2026-2030**

Le conseil des ministres a approuvé le 21 septembre le plan d'adaptation au changement climatique 2026-2030. La stratégie comprend 95 mesures d'adaptation, et 252 actions concrètes. Pour le seul secteur agricole, les mesures comprennent notamment :

- Amélioration de la capacité de rétention d'eau des sols et des paysages agricoles ;
- **Restauration** des éléments hydriques : étangs, zones humides, mares, cours d'eau et zones d'expansion des crues ;
- **Suppression** ou adaptation de systèmes de drainage inappropriés, afin de conserver davantage d'eau dans le paysage ;
- **Protection** des sols agricoles contre l'érosion et la dégradation ;
- Amélioration de la structure et de la teneur en matière organique des sols, ce qui contribue à leur capacité à retenir l'eau ;
- Développement de pratiques agricoles permettant de limiter l'érosion hydrique et éolienne ;
- Utilisation plus efficace de l'eau et développement de mesures permettant de réduire les effets de la sécheresse sur l'agriculture.

Ces orientations s'inscrivent dans la continuité des objectifs déjà définis pour l'agriculture tchèque : renforcer la stabilité écologique des paysages agricoles, limiter la dégradation des sols et renforcer leur régime hydrique naturel (*Zemědělec.cz* – 22 septembre)

FORÊT

➤ **Les propriétaires forestiers redoutent une nouvelle crise**

L'association de propriétaires forestiers SVOL craint que les conditions propices à une nouvelle crise liée au scolyte soient plus favorables qu'elles ne l'étaient au début de la crise en 2018. Ce problème n'est pas seulement lié au temps sec et chaud, mais aussi aux essences susceptibles d'être touchées : non seulement l'épicéa, mais aussi le pin et le sapin. De plus, les scieries sont confrontées à des difficultés économiques en raison des prix élevés du bois ces dernières années, et ČD Cargo s'est débarrassé d'une grande partie des trains utilisés pour le transport du bois. Par ailleurs, le budget proposé pour la gestion forestière l'année prochaine n'est que de 0,5 Md CZK, contre 2,5 milliards cette année, bien que le ministère de l'Agriculture prévoie d'obtenir 2 Mds CZK à ce titre grâce aux enchères de quotas d'émissions (*FS* - 25 septembre).

SANTÉ ANIMALE / SANITAIRE / PHYTOSANITAIRE

➤ **Trichinellose : assouplissement des contrôles vétérinaires compte tenu d'une évolution favorable de la situation**

En raison d'une situation épidémiologique favorable à long terme, l'Administration vétérinaire tchèque prévoit de réduire l'ampleur des contrôles visant à détecter la présence du parasite *Trichinella* chez les porcs domestiques. Actuellement, chaque porc domestique abattu dans un abattoir fait l'objet d'un test de dépistage en laboratoire. À compter du 1er janvier 2028, le nombre d'animaux testés devrait diminuer. Ce changement devrait notamment permettre de réduire les coûts supportés par l'État liés à ces tests diagnostiques, qui s'élèvent à plusieurs dizaines de M CZK par an. Depuis le 1er septembre 2026, les contrôles ponctuels axés sur la biosécurité dans les élevages de porcins domestiques sont renforcés. En 2025, plus de 2,3 M de porcs domestiques ont été abattus dans des abattoirs tchèques, le coût des diagnostics en laboratoire a atteint environ 44 M CZK (~1,82 M €) ([Chambre agraire](#) –28 août).

➤ **Inscription obligatoire des chiens dans le registre des animaux**

Depuis le 1er juillet 2026, les propriétaires de chiens en Tchéquie sont tenus d'enregistrer leurs animaux dans un nouveau Registre central des chiens via les services vétérinaires sous peine d'une amende de 300 000 CZK (~12 414 EUR). L'inscription est obligatoire au plus tard lors de la prochaine vaccination des chiens contre la rage. A l'heure actuelle, plus de 10% des chiens sont déjà inscrits au registre sur un total de 2,45 M de chiens en Tchéquie (soit la 4^{ème} plus forte densité en Europe, après la Hongrie, la Pologne et la Roumanie). L'objectif du registre est une meilleure traçabilité des chiens perdus ou trouvés et la diminution du commerce illégal

d'animaux domestiques. En plus des vétérinaires, les municipalités et la police auront accès à la base de données.

Slovaquie

AGRICULTURE / AGROALIMENTAIRE

➤ **La Slovaquie va saisir la Cour de justice de l'UE contre le règlement NGT**

Le premier ministre a confirmé que la Slovaquie allait saisir la Cour de justice de l'UE d'un recours contre « le règlement européen relatif à la déréglementation des nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM) ». Le règlement, qui soustrait les plantes génétiquement modifiées obtenues à l'aide de nouvelles techniques génomiques (NGT) à la réglementation actuelle sur les OGM, a été adopté par l'UE en juin dernier. Dans une lettre adressée au ministre de l'Agriculture Richard Takáč, plusieurs organisations slovaques avaient rejeté le décret adopté, notamment des membres de l'Académie slovaque des sciences, d'anciens ministres, ainsi que de nombreuses organisations importantes, telles que l'Union slovaque des apiculteurs, Greenpeace Slovaquie, l'Union slovaque des chasseurs, « *Nous sommes la forêt* », l'Union slovaque des boulangers, pâtisseries et fabricants de pâtes, l'Union des fabricants d'aliments pour animaux, des entrepositaires et des sociétés commerciales, l'Association des fabricants d'engrais biologiques, l'Agro-écoforum, Ekotrend ou encore le Parlement rural de Slovaquie. Selon les signataires de l'appel, la nouvelle réglementation est contraire au principe de précaution de l'UE, aux droits des consommateurs, mais aussi à certains accords internationaux (TASR - 2 septembre)

➤ **Les chambres d'agriculture des pays du V4 appellent l'UE à accorder un soutien accru aux producteurs laitiers**

Les chambres d'agriculture des pays du V4 alertent sur la persistance de la crise du secteur laitier confronté aux faibles prix d'achat, aux excédents sur le marché, dans un contexte difficile lié à la sécheresse. Selon elles, la solution doit être apportée au niveau européen. « *La Commission européenne doit mettre en place une aide spécifique immédiate qui permettrait de répondre à la fois à la sécheresse et à la crise laitière* » a indiqué Jan Doležal, président de la Chambre agricole de la République tchèque. « *Nous ne pouvons pas dissocier le problème du lait de celui de la sécheresse. Nous constatons désormais qu'il y aura un problème d'alimentation animale. Nous avons besoin d'une solution à l'échelle européenne* », a ajouté Jozef Šumichrast, président de la Chambre slovaque de l'agriculture et de l'alimentation.

Les vagues de chaleur et le manque de précipitations en Europe centrale ont affecté la récolte agricole de cette année. Jan Doležal a qualifié l'instrument européen de compensation de la hausse des prix des engrais de « petit programme » d'un point de vue financier. Il a souligné que la réduction des cheptels pourrait entraîner une augmentation de la dépendance de l'Europe vis-à-vis des importations (Dennik – 4 septembre).

➤ **Le secteur agricole et agroalimentaire a renforcé sa rentabilité en 2025**

Le secteur agricole a enregistré un résultat d'exploitation avant impôts de 143,5 M€ en 2025, soit une hausse de 34,5 % par rapport à l'année précédente. Ce résultat reste cependant inférieur à la moyenne sur cinq ans. Le secteur a bénéficié de plus de 1,5 milliard d'euros de subventions et d'aides. Les recettes agricoles ont dépassé 4,3 milliards d'euros, en hausse de 10,3 %, tandis que les coûts se sont élevés à plus de 4,2 milliards d'euros. Les ventes de produits d'élevage ont augmenté de 10,9 % pour atteindre plus d'un milliard d'euros, tandis que celles des produits végétaux ont reculé de 1,3 %. L'épidémie de fièvre aphteuse a entraîné une hausse des coûts pour les éleveurs (et à l'abattage des bovins pour les exploitations touchées). L'industrie agroalimentaire a, pour sa part, réalisé un bénéfice avant impôts de 340,6 M€ (données provisoires). Les ventes de produits et de services de l'industrie agroalimentaire ont augmenté de 5 % pour atteindre plus de 5,4 milliards d'euros au total (TSS Media - 10 septembre).

➤ **Fermeture de l'agence de l'élevage**

L'Agence « *Plemenske sluzby* » (Services d'élevage) devrait cesser ses activités d'ici la fin de l'année. Elle assure jusqu'ici le suivi de la production animale, évalue les caractéristiques génétiques et gère le registre central du cheptel national. Certaines de ses missions devraient être transférées à l'Administration nationale vétérinaire et alimentaire. Le registre central a joué un rôle important lors de l'épidémie de fièvre aphteuse l'année dernière, en permettant aux autorités de retracer les animaux et leurs déplacements. *Plemenske sluzby* fournit des services organisés d'élevage depuis plus de 15 ans (*11 septembre*).

Certains partis d'opposition (« Slovaquie progressiste » ; « Mouvement démocrate-chrétien ») ont établi un lien entre la fermeture de l'agence publique et des soupçons d'utilisation abusive des fonds européens. Selon eux, certains documents relatifs à des animaux inscrits au registre ont permis à certains agriculteurs de percevoir des subventions destinées aux races menacées sans remplir les conditions requises. L'Association slovaque des éleveurs d'ovins et de caprins, responsable du registre – elle percevait plus de 200 000 euros par an pour cette mission – rejette ces allégations. L'opposition exhorte le ministre de l'Agriculture, Richard Takac, à suspendre la fermeture et à en expliquer le véritable objectif (*Tss medai - 14 septembre*).

➤ **L'une des plus importantes exploitations porcines du pays met fin à son activité d'élevage**

L'exploitation agricole PD Sokolce, l'une des plus importantes du pays, met fin à son activité d'élevage porcin. L'excédent de viande porcine dans l'UE pèse sur les prix, tandis que la sécheresse fait grimper le coût de l'alimentation animale. L'exploitation, qui élevait autrefois 20 000 porcs, cultive encore près de 7 000 hectares ; l'an dernier, elle a dégagé un bénéfice net de seulement 100 000 € pour un chiffre d'affaires de 14 M€. Les éleveurs laitiers slovaques sont également en difficulté : ils ont perdu entre 90 et 100 M€ de revenus au cours de l'année écoulée, le prix du lait cru étant passé de 50 à 35-37 centimes le litre (dennikN.sk – 10 septembre).

➤ **La part des poules élevées en cage inférieure à 50 % pour la 1ère fois**

En Slovaquie, la part des poules pondeuses élevées en cage est passée sous la barre des 50 % pour la première fois l'année dernière, selon l'association de défense des animaux Humánný pokrok. Cette proportion a chuté, passant de 88 % en 2015 à 49,9 % sur un cheptel national de 2,88 millions de poules pondeuses. Les œufs issus d'élevages en cage ont disparu des rayons de la plupart des chaînes de supermarchés, à l'exception de COOP Jednota et de Biedronka. L'industrie agroalimentaire continue toutefois de recourir aux œufs de poules élevées en cage (stvr.sk – 24 septembre).

SECHERESSE

➤ **Le gouvernement adopte plusieurs mesures en faveur des agriculteurs**

Après un été particulièrement chaud et sec, le troisième le plus chaud enregistré en Slovaquie depuis 1931, selon le service météorologique SHMÚ (shmu.sk, 18 septembre), le gouvernement va allouer une **enveloppe de plus de 35 millions € (fonds nationaux)** pour lutter contre la sécheresse. Ces fonds seront utilisés pour **moderniser les systèmes d'irrigation**, notamment la remise en état des canalisations et l'acquisition d'équipements dédié a déclaré le Premier ministre slovaque Robert Fico lors du conseil des ministres, qui s'est tenue à Nitra, avant l'ouverture officielle du salon Agrokomplex.

Quatre appels à projets ont ainsi été publiés par le Ministère de l'agriculture pour un montant total de 34,8 M€ permettant aux agriculteurs de disposer d'aides pour étendre les systèmes d'irrigation existants ou en construire de nouveaux sur leurs exploitations. D'autres financements soutiendront la mise en place de nouvelles infrastructures d'irrigation en dehors des exploitations, notamment des sources d'eau, des canalisations et des réseaux reliant les terres agricoles. Un troisième appel à projets financera la reconstruction des infrastructures existantes gérées par la société publique Hydromelioracie, tandis que le quatrième portera sur des mesures de retenues d'eau en dehors des exploitations agricoles. Le ministre de l'Agriculture, Richard Takac, a déclaré que ces investissements visaient à améliorer l'accès à

l'eau pour la production agricole. Les candidatures pour les deux premiers appels à projets peuvent être déposées jusqu'au 30 novembre (*Pravda ; Sme ; SRO ; STV ; TA3 ; Markiza - 11 septembre*).

Les agriculteurs reprochent au ministère d'avoir tardé à lancer ces appels et soulignent que les systèmes d'irrigation nécessitent des investissements supérieurs à 500 M€ (pravda.sk – 10 septembre).

Le Premier ministre slovaque Robert Fico a également déclaré qu'une **Commission nationale pour la gestion de l'eau et de la sécheresse** allait être mise en place, s'inspirant en partie d'une initiative tchèque similaire menée par Andrej Babis. Selon Robert Fico, cette commission, présidée par lui-même, devrait notamment déboucher sur une décision concernant la construction d'une grande retenue d'eau dans l'est de la Slovaquie. « *Il est du devoir du gouvernement de revenir sur le projet de Tichý potok (village situé dans la région de Presov) si celui-ci s'avère efficace et réalisable* », a déclaré Robert Fico. Certains experts jugent cette initiative trop centralisée et politisée et/ou soulignent que le développement de l'irrigation et ou la création de réservoirs ne suffiront pas à résoudre le problème (*TSS media - 14 septembre*).

➤ **Une aide d'urgence demandée par la Slovaquie à la Commission**

La Slovaquie a sollicité une aide financière immédiate de l'UE afin d'aider les agriculteurs à faire face à la sécheresse extrême à l'issue d'une réunion des ministres de l'Agriculture de l'UE à Bruxelles les 28 et 29 septembre. Selon le ministère, plusieurs États membres ont soutenu la demande de la Slovaquie. Le Ministre Takac a indiqué que la réserve agricole de l'UE ne disposait pas de ressources suffisantes pour répondre efficacement à des crises de cette ampleur. La canicule estivale, la sécheresse prolongée et les incendies de forêt ont causé des dégâts estimés entre 14 et 17 milliards d'euros au secteur agricole de l'Union européenne. M. Takac a indiqué que la sécheresse estivale avait également entraîné des pertes importantes en Slovaquie, notamment au niveau des cultures de maïs. Il a toutefois précisé que l'ampleur globale des dégâts ne pouvait pas encore être déterminée, les évaluations étant toujours en cours (*SITA, TASR, Sme 7 - 30 septembre*).

➤ **Récoltes de cette année attendues en recul de 16 % pour l'ensemble des céréales, 39 % pour le maïs, 25 % pour le soja et 53 % pour les betteraves**

Selon les estimations de ŠÚ, la récolte de maïs en Slovaquie devrait chuter de 39 % sur un an, pour atteindre 800 000 tonnes cette année. Le rendement de 5 tonnes par hectare sera le deuxième plus faible de la décennie. Le prix de l'alimentation animale devrait être plus cher pour les éleveurs, certains d'entre eux ayant déjà décapitalisés. La récolte de soja diminuera de 25 % pour s'établir à 102 000 tonnes, tandis que celle de betteraves sucrières chutera de 53 % pour tomber à 575 000 tonnes. La récolte de céréales a reculé de 16 % pour atteindre 2,6 millions de tonnes (polnoinfo.sk – 16 septembre).

➤ **Les producteurs slovaques de pommes de terre relativement préservés**

La sécheresse fait chuter la récolte de pommes de terre dans toute l'Europe, et en particulier au sein des principaux producteurs - Allemagne, Pays-Bas, France et Belgique - et cela devrait se traduire par une hausse des prix. Les rendements moyens devraient reculer de 11 % à 34,6 tonnes par hectare. Les prix de gros devraient progresser d'environ 20 % d'ici deux mois. Dans les magasins, les pommes de terre coûtent actuellement en moyenne 0,92 €/kg. La production nationale devrait néanmoins se maintenir à son niveau de l'année dernière, à environ 160 000 tonnes, ce qui permettra aux producteurs locaux de tirer profit des pénuries observées ailleurs en Europe. Le pays produit actuellement environ 44 % des pommes de terre qu'il consomme (*HN - 10 septembre*).

➤ **Risque d'une décapitalisation de la part des éleveurs**

Selon une enquête de la Chambre slovaque de l'agriculture et de l'alimentation, plus de 10 000 animaux, dont 4 800 bovins, pourraient être vendus ou envoyés à l'abattoir, à cause de la forte hausse des prix du fourrage et d'une baisse importante de la production d'ensilage de maïs. La

Chambre met en garde contre le fait que la diminution des cheptels pourrait réduire la production nationale et faire grimper les prix de la viande, du lait, des produits laitiers et des œufs. Pour mémoire, les producteurs laitiers estiment leurs pertes liées à la sécheresse et à la faiblesse des prix d'achat à environ 100 millions d'euros cette année ([Terak.sk](https://terak.sk), 17 septembre ; TSS, 25 septembre).

➤ **Les stocks de céréales en forte baisse au premier semestre**

Les stocks de la plupart des céréales détenus par les agriculteurs slovaques ont baissé de plus de 60 % au cours du premier semestre 2026. Les stocks de maïs ont chuté de 78 %, ceux de tournesol de 86 % et ceux de soja de 80 %, tandis que le colza a été la seule culture à enregistrer une hausse des stocks (SITA, TASR, Sme 2, TSS - 24 septembre).

SECURITE ALIMENTAIRE / CRISE PMO

➤ **Près de 20 M€ en faveur des agriculteurs pour compenser la hausse des prix des engrais et de l'énergie**

Face à la hausse des prix des engrais, la République slovaque a obtenu 6,5 M€ de l'Union européenne. Le gouvernement abondera ce montant avec des fonds du budget de l'État et, au total, les agriculteurs recevront **19,7 M€ pour faire face à la hausse des prix des engrais et de l'énergie**, a déclaré le premier ministre Robert Fico. Le Conseil des ministres avait par ailleurs déjà approuvé, au début du mois de septembre, une augmentation de l'enveloppe, de près de 78 M€, au titre des paiements directs 2027 afin de compenser une partie de la hausse des coûts.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ronan VENETZ, Chef du Service économique régional de Varsovie

Rédaction : Cyrille Schweizer, Bozena BOCHENEK

Avec la participation des SE de la zone.

Abonnez-vous : bozena.bochenek@dgtresor.gouv.fr